

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

1. Pouvoir adjudicateur

Nom : Ville des Trois-Ilets

Adresse : 01 Rue des EPIPHANE DE MOIRANS – 97229 Les Trois-Ilets

☎ 0596 68 31 11

secretariat@mairie-trois-ilets.fr

Correspondant : Monsieur le Maire, Arnaud RENE-CORAIL

Représentant : SEMAG, Directeur Général

Adresse de contact : Espace SEMAG, 3 Lotissement La Rocade, BP 289 GRAND-CAMP, 97139 ABYMES CEDEX 182, Guadeloupe

Site internet : <https://villedestroisilets.com/marches-public/>

2. Objet du marché

Mission de contrôle technique pour la démolition-construction d'un plateau scolaire aux Trois-Ilets, comprenant les écoles SIXTAIN et CHARLES.

3. Nature et étendue du marché

Type de marché : Marché public ordinaire

Mode de passation : Procédure adaptée ouverte (articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique)

Durée du marché : 2 ans par phase

Lieu d'exécution : Trois-Ilets (Martinique)

Nomenclature CPV principale : 71631300-3 – Services de contrôle technique de bâtiments

Décomposition en lots : Non

4. Conditions de participation

Aucune forme de groupement imposée.

Interdiction pour un candidat de présenter plusieurs offres, que ce soit en qualité de candidat individuel ou membre de plusieurs groupements.

Variantes : Non autorisées.

Documents à fournir pour la candidature :

➤ Déclaration sur l'honneur d'absence de cas d'interdiction de soumissionner (article R.2143-3 du CCP)

- Déclaration des effectifs moyens annuels et personnel d'encadrement des trois dernières années
- Liste des principales prestations des trois dernières années avec justificatifs
- Titres d'études et professionnels des intervenants
- Agrément ministériel du contrôleur technique chargé de la mission
- Possibilité d'utiliser les formulaires DC1 et DC2 ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du CCP.
- Justification des capacités des autres opérateurs économiques (le cas échéant) avec documents équivalents et engagement écrit (article R2142-3 du CCP).

5. Critères d'attribution

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée selon les critères pondérés suivants :

■ **Prix des prestations : 60 %**

■ **Valeur technique : 40 %**, répartie en :

- Moyens humains : 20 %
- Cohérence de l'offre : 20 %

6. Délai de validité des offres

180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

7. Modalités de remise des offres

Date limite de réception des offres : Mardi 10 février 2026 à 12h00

Mode de transmission : exclusivement par voie électronique via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr

Le pli doit contenir deux dossiers distincts : candidature et offre.

Signature électronique des documents et du contrat non exigée.

En cas de plusieurs transmissions, seul le dernier pli dans le délai sera pris en compte.

8. Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements doivent être adressées via le profil d'acheteur **au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des plis.**

Une réponse sera adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier **au plus tard 3 jours avant la date limite de remise des offres.**

9. Examen des candidatures et négociation

Le pouvoir adjudicateur peut demander la régularisation des pièces manquantes dans un délai de **10 jours**.

Après examen des offres, une négociation sera engagée avec **les trois (3)** candidats les mieux classés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les candidats retenus devront fournir dans un délai de 5 jours les certificats et attestations requis (articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP) ainsi qu'une attestation d'assurance décennale.

10. Recours

Tribunal compétent : Tribunal Administratif de la Martinique, 12 rue du Citronnier - Plateau Fofa, 97271 SCHOELCHER CEDEX CS 17103

Voies de recours : référé précontractuel (article 1441-2 du Code de procédure civile) avant signature du contrat, référé contractuel (article 1441-3 du Code de procédure civile) dans les délais légaux.

Médiateur : Tribunal Administratif de la Martinique (mêmes coordonnées).

11. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat via le profil d'acheteur. Aucune demande d'envoi sur support physique n'est autorisée.

12. Informations complémentaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au DCE **jusqu'à 6 jours avant la date limite de réception des offres**.

Les candidats doivent anticiper leur dépôt au moins 48 heures avant la date limite. **Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois" pour les documents déjà fournis dans une précédente consultation.**

Trois-Ilets, le 15/01/2026



Le Maire,

Arnaud RENE-CORAIL

